

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 17/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GUIGNARD

La Prune
BP 143
36200 Argenton-Sur-Creuse

Références : Suites VI 11/01/25 UD36
Code AIOT : 0010006102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement GUIGNARD implanté Les Minières 36800 Le Pont-Chrétien-Chabenet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUIGNARD
- Les Minières 36800 Le Pont-Chrétien-Chabenet
- Code AIOT : 0010006102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située au lieu-dit « Les Minières » sur le territoire de la commune du Pont-Chrétien -Chabenet. La superficie autorisée est de 11 ha 87 a 38 ca pour une surface exploitable de 10 ha 10 a. Les matériaux extraits sont du sable et du gravier. L'extraction est réalisée à sec, à l'aide d'un chargeur, en fonction des besoins. La production moyenne annuelle autorisée est de 80 000 tonnes. L'arrêté d'autorisation n°2003-E-2813 du 17/10/2003 a été modifié par l'arrêté du 20 mars 2009 pour prendre en compte la présence d'une poche de calcaire mise à nu lors du décapage des terrains. Cette poche, dont le volume était initialement estimé à 15 000 m³ avait, dans un premier temps, été contournée. La poursuite de l'exploitation avait ensuite nécessité l'autorisation de pouvoir recourir à des tirs de mines pour l'abattage de cette poche. Le décapage des terrains a montré que l'étendue de la poche calcaire est plus importante que prévu et que celle-ci s'étend au reste du gisement en place (changement de faciès latéral). L'exploitant a envisagé un débouché pour le calcaire avec la Société MEAC qui a fermé en 2024. Depuis 2021 aucune extraction n'a été réalisée car le gisement de sable/gravier est épuisé. Concernant l'extraction du sable, celle-ci n'a représenté que 4 831 tonnes en 2019 et 9 600 tonnes en 2020 (pas d'extraction en 2018). L'exploitant a déposé un dossier à la connaissance le 17/10/2024 afin de modifier les conditions de remise en état et rajouter un usage parc photovoltaïque, le PAC est en cours d'instruction. Le siège social de la carrière est situé à La Prune (36200).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	GARANTIES FINANCIERES	AP Complémentaire du 20/03/2009, article 2.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	SUIVI ANNUEL EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.7.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.1.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : GARANTIES FINANCIERES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2009, article 2.1.4
Thème(s) : Situation administrative, ACTUALISATION
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 25/03/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TPO1 justifiant de leur actualisation. Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>La carrière GUIGNARD à Pont Chrétien n'est plus exploitée, l'extraction s'est arrêtée en 2021 suite à l'épuisement de la ressource sable/gravier, une grande partie de la zone d'extraction n'a pas été extraite et la remise en état des parties exploitées n'a pas été réalisée.</p> <p>L'exploitant a transmis le 17/10/2024 un porter à connaissance pour modifier la remise en état afin de façon à pouvoir implanter des panneaux photovoltaïques, qui sera instruit lorsque les garanties financières seront cautionnées.</p> <p>En effet, le dernier acte de cautionnement transmis était valide jusqu'en octobre 2024 et malgré plusieurs relances, l'exploitant n'a toujours pas transmis d'acte de cautionnement à jour.</p> <p>Les garanties financières sont destinées à faire réaliser les travaux de remise en état en cas de défaillance technique ou financière de l'exploitant, elles sont exigées jusqu'à ce que la remise en état globale du site soit actée, l'exploitant devra transmettre au préfet l'acte de cautionnement de la carrière.</p> <p>Écart constaté: Absence de cautionnement de garanties financières correspondant à la remise en état de la carrière</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 2 : SUIVI ANNUEL EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.7.1.1

Thème(s) : Autre, PLAN ORIENTE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2025

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan.

Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé.

Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan pourra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Constats :

Pas d'écart constaté.

A la demande de M. Guignard Gilbert, l'inspection des installations classées a réalisé une visite terrain de la carrière GUIGNARD à Pont Chrétien Chabenet le 24/06/2025, dont l'objectif était d'expliquer la remise en état prévue.

Lors de cette visite terrain, l'exploitant a transmis un plan orienté comportant les informations exigées ainsi que l'état des lieux 2024 de la carrière mis à jour le 08/04/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : EAUX SOUTERRAINES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, SURVEILLANCE
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les relevés des niveaux de la nappe seront réalisés mensuellement et consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 12/05/2025, le suivi mensuel du niveau de la nappe pour la période janvier à mai 2025, le niveau de la nappe se trouve entre 7.65 et 7.85 ml et la côte NGF du piézomètre entre 98.26 et 98.46 mNGF.</p> <p>Le suivi annuel de l'année 2022 avait été transmis le 24/06/2025, le niveau de la nappe se trouve entre 7.85 et 8.33 ml et la côte NGF du piézomètre entre 97.86 et 98.31 mNGF.</p> <p>Les mesures sont réalisées par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite